

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Après une croissance de 4,7 % en 2019, l'économie des Seychelles devrait se contracter de 12 % en 2020. Cette contraction est due à la pandémie de COVID-19, qui a considérablement affecté les revenus du tourisme et de la pêche en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement et d'une demande extérieure plus faible. La croissance a également souffert de la baisse de la consommation des ménages et des investissements, causée par la pandémie. Les perturbations de l'offre, résultant elles aussi de la pandémie, ont conduit à une augmentation de l'inflation, de 1,8 % en 2019 à 4,1 % en 2020. On estime que les recettes fiscales devraient diminuer en 2020, alors même que les dépenses sociales pour atténuer les effets de la pandémie ont augmenté. Par conséquent, le rapport entre les recettes fiscales et le PIB est tombé à 27 %, soit moins que la moyenne de 32 % des cinq années précédentes. Cela s'est traduit par un déficit budgétaire de 5,0 % du PIB, contre un excédent de 4,5 % en 2019. La baisse des recettes des exportations et du tourisme a contribué à creuser le déficit de la balance des paiements courants, qui est passé de 15,9 % en 2019 à 32,3 % en 2020. La réduction des revenus du tourisme devrait également entraîner une diminution des réserves de devises étrangères, qui passeront de 580 millions de dollars US en 2019 à 563 millions de dollars US en décembre 2020. La pandémie a également entraîné une pression à la baisse sur le taux de change, qui s'est déprécié, passant d'un taux moyen de 13,8 SCR pour 1 dollar US en 2019 à 21,2 SCR pour 1 dollar US en décembre 2020. Le secteur financier des Seychelles est raisonnablement bien développé et capitalisé. La qualité des actifs, mesurée par le rapport entre les prêts non performants et les prêts bruts, s'est améliorée au fil du temps pour atteindre 3,5 % en 2018. Comme les entreprises pourraient éprouver des difficultés à rembourser leurs dettes en raison de la pandémie, les prêts non performants pourraient augmenter en 2020, mais les prêts problématiques devraient également être atténués par des mesures gouvernementales, notamment un moratoire sur le remboursement des prêts par les entreprises.

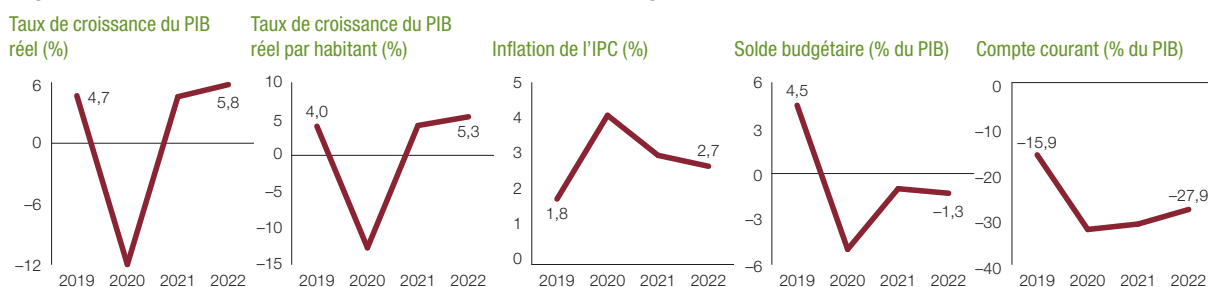
Les indicateurs sociaux et de pauvreté des Seychelles comptent parmi les meilleurs du continent africain. Le taux d'extrême pauvreté (c'est-à-dire la situation d'une personne vivant avec moins de 1,90 dollar US [PPA] par jour), s'élevait à 1,1 % en 2019. Cependant, comme le taux de chômage est passé de 2,3 % au dernier trimestre de 2019 à 4,8 % au premier trimestre de 2020, le taux de pauvreté devrait lui aussi augmenter.

Perspectives et risques

Les perspectives économiques à moyen terme sont encourageantes. Le PIB réel devrait croître de 4,6 % en 2021 et de 5,8 % en 2022 en raison de l'augmentation de l'activité économique et du rebond des arrivées de touristes. La confiance des investisseurs devrait être renforcée par la transition sans heurt vers un nouveau gouvernement après la victoire de l'opposition aux élections d'octobre 2020, ce qui est de bon augure pour les perspectives économiques à moyen terme du pays et sa capacité à conserver son statut de pays à revenu élevé, récemment acquis. Le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements courants devraient se réduire pour atteindre 1,0 % et 31,1 % respectivement en 2021 et 1,3 % et 27,9 % en 2022. Toutefois, une diversification économique insuffisante, la vulnérabilité aux chocs extérieurs (plus d'un quart du PIB provient du tourisme) et les changements climatiques constituent les principaux risques pouvant assombrir ces perspectives.

Questions et options de financement

Après avoir manqué au paiement de sa dette internationale il y a près de dix ans, le pays a entamé une restructuration de la dette visant à atteindre un ratio d'endettement inférieur à 50 % du PIB d'ici 2021, contre son pic de 150 %. Le pays était sur la bonne voie jusqu'à ce que la pandémie éclate et qu'il faille augmenter ses emprunts pour compenser une perte de recettes intérieures. L'encours de la dette des Seychelles est estimé à environ 85 % du PIB en 2020, soit une forte augmentation par rapport aux 57 % de 2019, ce qui laisse penser qu'il est probable que le pays soit en situation de surendettement. Le pays a reçu le soutien de partenaires de coopération, dont le Fonds monétaire international (31,2 millions de dollars US), la Banque mondiale (15 millions de dollars US) et la Banque africaine de développement (10 millions de dollars US). Il est essentiel d'apporter une attention renouvelée et renforcée sur la gestion de la dette afin de veiller à une croissance continue et d'éviter une répétition des risques macroéconomiques liés à la dette. Les mesures stratégiques devraient comprendre, premièrement, une rationalisation plus poussée des dépenses, avec une attention particulière accordée aux domaines qui en ont le plus besoin et à la mobilisation des recettes en élargissant la base d'imposition (30 sociétés représentent 80 % du recouvrement total de l'impôt). Ces mesures devraient également comprendre la diversification de l'économie et des marchés et l'amélioration de l'environnement des affaires pour attirer les investissements, assorties d'une attention renouvelée à la gestion et à la restructuration de la dette.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.